

CHRONIQUE JURIDIQUE

Le nouveau gouvernement français a promis de modifier profondément toutes les lois qui concernent les immigrés. Plusieurs déclarations ont été faites ; citons simplement celle de Mme QUESTIAUX, Ministre de la Solidarité Nationale le 24 juin, et celle de M. AUTAIN, Secrétaire d'Etat pour les immigrés le 23 juillet.

Les Ministres ont insisté sur les points suivants :

- La politique menée jusqu'ici était une politique de "non-droit" ou d'"infra-droit" (= droits inférieurs). Il n'y avait pas pour les immigrés de droits définitifs.
- Le gouvernement veut parvenir à une égalité des droits entre français et immigrés, basée sur le respect de tous, des français et des immigrés. Respect des droits, respect de la dignité.
- Un débat aura lieu au Parlement. Une loi garantira les droits des immigrés.

CE QUI EST DÉCIDÉ DÉFINITIVEMENT

- Il n'y a plus désormais d'expulsions de jeunes qui sont nés en France ou qui y sont entrés avant l'âge de 10 ans.

Ceux qui sont dans ce cas et qui ont été expulsés peuvent demander l'annulation de cette mesure ; ils s'adressent au Consulat de France ou à leur avocat s'ils sont à l'étranger, à la Préfecture s'ils sont en France.

Quand l'arrêté d'expulsion est annulé, les intéressés reçoivent un titre de séjour de même durée de validité que celui possédé avant l'expulsion.

Le regroupement familial, c'est-à-dire la venue des familles en France, est reconnu comme un droit. Les familles déjà en France peuvent être régularisées.

Désormais le regroupement familial pourra se faire avec seulement une partie de la famille ; par exemple : la femme seule, ou bien tel ou tel des enfants.

Pour renouveler un certificat de résidence (pour les algériens), il n'est pas nécessaire de fournir tous les bulletins de paie. Il suffit d'en présenter deux ou trois. En principe, le renouvellement des certificats de résidence pour 3 ans et 3 mois est automatique.

CE QUI EST DÉCIDÉ PROVISOIREMENT

- Les expulsions des personnes qui ne sont pas nés en France ou qui y sont entrées après l'âge de 10 ans pourront être expulsées seulement en cas d'impérieuse nécessité d'ordre public, c'est-à-dire après une condamnation pour des motifs très graves ; par exemple : trafic de drogue, proxénétisme, coups et blessures, viol, vol qualifié.

Ceux qui ont déjà été expulsés peuvent demander la révision de leur statut ; mais attention il n'y aura pas d'annulation automatique chaque cas est examiné individuellement.

- Les cartes de séjour sont toutes prolongées au moins par la délivrance d'un récépissé.
- Les travailleurs "sans papiers", venus en France clandestinement ou en touristes peuvent être régularisés :
 - s'ils sont venus en France avant le 1er janvier 1981,
 - s'ils peuvent faire la preuve d'un emploi stable.

ATTENTION ! Ceux qui sont entrés en France après le 1er janvier 1981, ne pourront être régularisés.

Les travailleurs "sans papiers" doivent se présenter à la Préfecture (ou à la Sous-Préfecture de VIENNE, ou à une permanence de l'A.D.A.T.E.) avant le 31 décembre 1981. Ils recevront un récépissé (attention ! les "autorisation provisoires de séjour" ne suffisent pas pour l'ouverture du dossier et ne permettent pas de travailler ; les travailleurs "sans papiers" doivent demander un récépissé) ; la suite du dossier leur sera indiquée.

Pour être régularisés les travailleurs "sans papiers" doivent faire la preuve d'un emploi stable ; si votre patron ne veut pas, **NE LE QUITTEZ SURTOUT PAS !** Allez demander conseil à un syndicat, à une association, à une permanence de l'A. D. A. T. E..

Si la carte de travail (ou le certificat de résidence pour les algériens) vous est refusée, une commission examinera votre cas ; elle pourra vous entendre ; vous pourrez être accompagné d'un interprète, d'un syndicaliste ou d'un représentant d'une association.

ATTENTION ! Les travailleurs "sans papiers" doivent demander la régularisation ; après le 1er janvier 1982, les "sans papiers" risquent d'être en très grande difficulté.

Le mariage des étrangers ne nécessite pas d'autorisation pour les algériens, les italiens (et les étrangers de la Communauté Européenne) ; pour les autres, l'autorisation sera désormais (presque) automatique.

CE QUE LE GOUVERNEMENT A DIT QU'IL FERAIT

- Un effort prioritaire portera sur le logement social et sur l'école. Le Gouvernement ne traitera pas à part du logement des immigrés, mais du logement social.
- Les immigrés ne seront pas renvoyés chez-eux s'ils sont chômeurs ; le chômeur a le droit de rester en France, s'il le souhaite.
- La prime pour le retour - ou le million - sera remise en cause et remplacée par une véritable formation professionnelle. Le gouvernement voudrait développer des actions de formations-réinsertion en accords avec les pays d'origine. Cependant l'aide au retour pour les algériens est maintenue, puisqu'elle résulte d'un commun accord entre les deux gouvernements.

- Les autorisations de mariage seront simplifiées.
- La situation des foyers d'hébergement sera examinée. Le statut des résidents sera modifié. Une réforme de l'Aide Transitoire au logement (A. T. L.) est à l'étude.
- Les démarches pour obtenir la naturalisation française seront assouplies.
- Les étrangers pourront se constituer en association sans avoir à demander une autorisation spéciale au Ministre de l'Intérieur ; le décret-loi de 1939 qui a modifié la loi 1901 sera supprimé.
- Le gouvernement français propose de donner aux immigrés le droit de vote pour les élections municipales ; mais, pour cela, il faudra modifier la Constitution Française qui donne droit de vote aux seuls français. Ce projet n'aboutira pas avant 1983, date des prochaines élections municipales.
- Le gouvernement veut aussi contrôler strictement le passage aux frontières pour éviter la venue de "faux touristes" pour cela, il souhaite la collaboration des pays d'origine.

La loi BONNET qui prévoyait de nouveaux motifs d'expulsion (voir n° 0 de la revue "Les autres" sera annulée.

Un bilan de l'application de la loi de 1971 contre le racisme sera fait ; on verra ensuite s'il faut de nouveaux textes.

Anayasanın değiştirilmesi gerekmektedir. Bu proje gelecek Belediye seçimlerinden yani 1983 ten önce gerçekleşemeyecektir.

- Hükümet, yeni turistleri gelişlerini önlemek amacıyla ile sınırlardan geçişleri sıkıca kontrol etmeyi arzulamaktadır. Bu amaçla, geliş ülkelerinin işbirliğine ihtiyacı vardır.

Yeni sınır dışı etme motifleri ortaya koyan BONNET Yasası ("Les Autres" Dergisinin sayısına bakınız) ortadan kaldırılacaktır.

Irkcılığa karşı 1971 tarihli yasanın uygulanmasının bilançosu çıkartılacaktır. Daha sonra yeni hükümler gerekip gerekmediği görülecektir.

O novo governo francês prometeu modificar profundamente todas as leis referentes aos imigrantes. Varias declarações foram feitas; citamos por exemplo, a de Mme QUESTIAUX, Ministro da Solidariedade Nacional, em 24 de Junho e a de M. AUTAIN, Secretario de Estado a imigração em 23 de Julho.

Os Ministros insistiram em varios pontos :

- A politica praticada até aqui, era uma politica de "nao direito" ou de "infra-direito (direitos inferiores). Nao existam direitos definitivos para os imigrantes.
- O governo quer alcançar a igualdade de direitos entre franceses e imigrantes, baseada no respeito de todos, franceses e imigrantes. Respeito dos direitos, respeito da dignidade.
- Um debate efectuar-se-a no Parlamento. Uma lei garantira os direitos dos imigrantes.

O QUE ESTA DECIDIDO DEFINITIVAMENTE

- . De hoje em diante, nao houvera expulsões de jovens nascidos em França ou que chegaram neste pais antes dos 10 anos.

Aqueles que se encontram neste caso e que foram expulsos, podem pedir a anulação desta medida ; devem dirigir-se ao Consulado de França ou aos seus advogados, se eles se encontram hoje no estrangeiro, a Prefeitura, se estão em França.

Quando a pontaria de expulsão esta anulada, os interessados receberão um titulo de "séjour" (estadia) do mesmo tempo de validade do que possediam antes da expulsão.

O reagrupamento familiar, quer dizer, a vinda das familias para França, è reconhecido como um direito. As familias já em França podem ser regularizadas.

Doravante, o reagrupamento familiar poderá fazer-se somente com uma parte da família ; por exemplo, a mulher sozinha ou então tal ou tal das crianças.

Para renovar um certificado de residencia (para os angrianos) nao e necessario fornecer todos os buletins de salario. È suficiente a apresentação de dois ou tres. Em princípio, a renovação dos certificados de residencia para três anos e três meses è automática.

O QUE ESTA DECIDIDO PROVISORIAMENTE

- . As expulsões das pessoas que nao nasceram em França ou que aqui entraram com mais de 10 anos de idade : elas poderao ser expulsas unicamente em caso de necessidade imperativa de ordem pública, quer dizer, depois de uma condanação por motivos muito graves ; por exemplo : trafico de droga, proxenetismo, agressão, estupro, roubo ou assalto.

As pessoas que foram já expulsas, podem pedir uma revisao do seu estatuto. Porém, cuidado : nao houvera nenhuma anulação automática. Cada caso será examinado individualmente.

- . Os titulos de "séjour" (estadia) sao todos prolongados, pelo menos com a entrega de um recibo.
- . A situação dos trabalhadores "sem papeis" que vieram em França de maneira clandestina ou em turista, pode ser regularizada :
 - se a sua vinda em França è anterior ao dia 1º de Janeiro de 1981
 - se eles podem provar que teêm um emprego seguro.

ATENCAO ! As pessoas que entraram em França depois do dia 1º de Janeiro de 1981, não poderao regularizar sua situação. IV

Os trabalhadores "sem papeis" devem apresentar-se a Prefeitura (ou a subprefeitura de Vienne ou a permanencia da A.D.A.T.E.) antes do dia 31 de Dezembro de 1981. Receberao um recibo (cuidado ! As "autorizações provisórias de "séjour" não chegam para o estabelecimento dos documentos e não permitem de trabalhar. Os trabalhadores "sem papeis" devem pedir um recibo. O resultado lhe sera comunicado.

Para que seja regularizada a situação dos trabalhadores "sem papeis", devem provar que têm um trabalho seguro. Se o seu patroa não quer dar-lhe esta prova, sobretudo, não deixe o seu trabalho. Peda conselho a um sindicato, a uma associação, a uma permanência da A.D.A.T.E.

Se a carta de trabalho não lhe é aceita (ou o certificado de residência para os angerianos), uma comissão examinara o seu caso. Sera entendido. Podera ser acompanhado de um interprete, de um sindicalista ou de um representante de uma associação.

ATENCAO ! Os trabalhadores "sem papeis" têm de pedir a regularização : depois do 1º de Janeiro de 1982, os "sem papeis" arriscam de estar em grande dificuldade.

O casamento dos estrangeiros não necessita autorização para os angerianos, os italianos (e os estrangeiros da Comunidade Europeia) ; para os outros, a autorização sera doravante (quase automática).

O QUE DIZ QUE FERA O GOVERNO

- . Um esforço com prioridade sera feito sobre o alojamento social e sobre a escola. O governo não tratara a parte acerca do alojamento dos imigrantes, mas do alojamento social.
- . Os imigrantes não sera mandados embora se eles são desempregados. O operario sem trabalho tem o direito de ficar em França se ele o deseja.
- . O premio para o regresso ao país d'origem (ou o milhao) sera examinado novamente e substituido por uma verdadeira formação profissional. O governo gustaria devolver accoes de "formação-reinserção" de acordo com os países de origem. Porém, a ajuda para o regresso para os angerianos mantem-se, visto que resulta de um acordo comum entre os dois governos.
- . As autorizações de casamento serao simplificadas.
- . A situação dos centros de hospedagem sera examinada. O estatuto dos residentes sera modificado. Uma reforma da Ajuda transitoria para o alojamento (A.T.L.) esta sendo examinada.
- . De hoje em diante, sera mais fácil de adquirir a naturalização francesa.
- . Os estrangeiros poderao constituir-se em associação sem dever pedir uma autorização especial ao Ministro do Interior. O decreto-lei de 1939 que modificou a lei de 1901 sera suprimido.
- . O governo francês tem o proposito de dar aos imigrantes, o direito de voto para as eleições municipais ; porém, por isto, tera de modificar a Constituição francesa que dá o direito de voto so aos franceses. Este projeto não dara em resultado antes do ano 1983, data das proximas eleições municipais.
- . O governo quer também controlar estritamente a passagem nas fronteiras para evitar a chegada de "turistas falsos". Por isto, deseja a colaboração dos países de origem.

A lei Bonnet que previa novos motivos de expulsão (ver nº 0 da revista "LES AUTRES") sera anulada.

A aplicação da Lei 1971 contra o racismo sera examinada. Veremos depois se é necessario obter novos textos.

ما وقع إقراره نهائيا

- لا يقع في المستقبل طرد الشبان المولودين بفرنسا او الذين دخلوها قبل سن العاشرة .
- ان من هو معني بالامر ووقع طرده بإمكانه طلب رفع هذا القرار الاتصال بالسفارة الفرنسية او بجماعية ان كان يسكن في الهجرة او بالبرفكتور ان كانوا موجودين بفرنسا .
- عند رفع القرار يتحصل المعني بالامر على ورقة اقامة تحمل نفس الصفة التي كانت على ورقته القديمة .
- ان التماق العائلة بالعامل المهاجر هنا يتعبر حق من حقوقه ، ان العائلات الموجودة بفرنسا يمكنهم تسوية وضعيتهم .
- ان تجديد ورقة الاقامة بالنسبة للجزائريين لا يتطلب كل اوراق الخلاص وانما اثنين او ثلاثة - ان تجديد اوراق الاقامة لمدة ثلاثة لسين وثلاثة اسهر يقع اوتوماتيكيا .

ما تعهدت الحكومة المتما به

- محمود خاص في السكن الاجتماعي والمدرسية في ضمنهم السكن والمدرسية للمهاجرين .
- لا يقع طرد المهاجرين العاطلين عن العمل . العاطل عن العمل له الحق في البقاء بفرنسا اذا الطرد اراد .
- مئة الرجوع او العلبون سيقع التراجع فيها وتعويضها بالتكوين المعهني وفي هذا الاطار ترعب الحكومة تكويني العمال المهاجرين من اجل تهنيئتهم للرجوع الى بلدانهم باتفاقات مع حكوماتهم .
- الترخيص في الزواج سيقع تسهيله .
- نزل سونا كثيرا سيقع النظر فيه من جديد ، ووضعيته السكن ستدرس من جديد .
- سيقع تسهيل الاجراءات من اجل القصل على الجنسية الفرنسية .
- المهاجرين بإمكانهم التمتع داخل جمعية من غير طلب رخصة لها .
- الحكومة مستمعة للمهاجرين حق التصويت في الانتخابات البلدية وهذا يتطلب حقير الدستور الفرنسي .
- تربيد الحكومة كذلك حرص الحدود لمنع الاغول عملة افرين .
- سيقع الغاء قانون بوني .
- سيقع النظر في نتائج قانون 1971 حول العنصرية وسيق النظر اذا كانت هناك حاجة في كتابة قانون او نصوص اخرى .

مآقرته الحكومة وقتيا.

يمكن طرد كل المهاجرين الغير مولودين بفرنسا او دخلوا لما بعد سن العاشرة ويكون هذا اذا ما حوكم المهاجر في الحالات التالية : الصنارة بالمخدرات ، السرقات ، الفسق يمكن للذين حكم عليهم بالطرد طلب مراجعة هذا الحكم : انه لا يقع الغاء القرار او توماتيكيا وانما يقع النظر في كل حالة على حدة .
يقع تجديد اوراق الإقامة باعطاء شهادة اقامة وقتيه .
كل العمال الذين لا يملكون اوراق بإمكانهم تسوية وضعيتهم اذا :
* قد صول لفرنسا قبل اول جانفي 1981
* كانوا يملكون عمل قار .

هذا : ان من دخل لفرنسا بعد بداية جانفي 1981 ، لا يمكن لهم تسوية وضعيتهم العمال من غير اوراق مطلوب منهم الاتصال الى البرفكتور (اوالى سو برفكتور بفيان اوالى احدى مكاتب ادات) قبل 31 ديسمبر 1981 ، حيث يتصلوا على ورقة وقتيه للاقامة هاتية الورقة تمكنهم من الإقامة والعمل بفرنسا لمدة ثلاثة اسهر الوقت المطلوب فيه من المهاجر تقديم كل الاوراق المطلوبة للمطل على ورقة اقامة وعمل لمدة عام . ولهذا فانه مطلوب منه عمل قار . استرشدوا في هذا المضمار قرب النقابات ، الجمعيات ...

اذا مرفض طلبك في ورقة الإقامة او العمل بإمكانك التقدم امام لجنة جهوية مصحوبا بمن تريد للنظر في طلبك .
انه مطلوب منك تسوية وضعيتك قبل نهاية هاتية السنة ، لانه من الصعب تسويتها بداية السنة القادمة .

زواج الاجانب بالنسبة للجزائريين والمجرية الاربوية المشتركة لا يتطلب الترخيص اما بالنسبة للأجانب فان الترخيص يعطى اوتوماتيكيا .
ان الحكومة الجديدة اهدت على عاتقها تغيير كل القوانين التي تخص المهاجرين وفي هذا المضمار نأخذ على عين المثل تصريحات السيدة كيسيو وزيرة التضامن القومي يوم 24 جوان وكذلك السيد اوتان كاتب الدولة للمهاجرين يوم 23 جويليه وأكد الوزراء على النقاط التالية :

" ان السياسة المتبعة الى الوقت الحالي هي سياسة لا حقوق اوجقوق مضمومة " وليس للمهاجرين حقوق نهائية "
" ان الحكومة بإمكانها الوصول الى مساواة الحقوق بين المهاجرين والفرنسيين انطلاقا من احترام الجميع مهاجرين وفرنسيين ، احترام الحقوق والكرامة . "
" يقع نقاش في البرلمان ، يتمخض عنه قانون يرسم حقوق المهاجرين . "

Fransa'da yeni hükümet, göçmenlerle ilgili tüm yasaları kökünden değiştireceğine söz verdi. Bu konuda birçok açıklama yapıldı, örneğin Ulusal Dayanışma Bakanı Mme QUESTIAUX'nun 24 Haziran ve Göçmenlerle ilgili Devlet Bakanı M AUTAIN'in 23 Temmuz tarihli açıklamaları.

Bakanlar şu hususları özellikle belirttiler:

- Simdiye dek izlenen politika bir "hak yokluğu" veya "değersiz hak" (=önemsiz hak) politikası idi. Göçmenler için kesin haklardan bahsedilemiyordu.
- Hükümet, Fransız ve göçmenlerin birbirlerine saygılı olmaları temeli üzerine bunların arasında bir hak eşitliği kurmayı arzulamaktadır. Haklara saygı, haysiyete saygı;
- Parlamentoda bir görüşme açılacak, göçmenlerin hakları bir yasa ile garanti edilecektir.

1 - GERCEKTE NE SEKILDE KARAR ALINDI :

Simdiden sonra Fransa'da doğmuş veya 10 yaşından önce Fransa'ya girmiş olan gençler sınır dışı edilmeyeceklerdir.

Bu durumda olupta sınır dışı edilmiş olanlar bu kararın kaldırılmasını talep edebilirler; yabancı ülkede iseler Fransız Konsolosluğuna veya avukatlarına, Fransa'da iseler Vilâyete başvurmalıdırlar.

Sınır dışı edilme kararı kaldırıldığında, ilgili kişi bu karardan önce geçerli olan süre kadar bir oturma izni elde ederler.

Aile toplanması, yani ailelerin Fransa'ya gelmeleri bir hak olarak tanınmıştır. Fransa'ya gelmiş olan ailelerin durumları yasallaştırılacaktır. Bundan böyle aile toplanması kısmî olarak ta gerçekleştirilebilecektir, örneğin sadece eş, veya şu veya bu çocuk..

Oturum Sertifikasını yenilemek için (Cezayir'liler için) tüm ücret bordrolarını göstermek gerekli değildir. İki veya üçünü göstermek yeterlidir.

Prencip olarak Oturum Sertifikalarının 3 sene ve 3 aylık yenilenmesi otomatik olarak yapılmaktadır.

2 - GECICI OLARAK NE GIBI KARARLAR ALINDI :

Fransa'da doğmamış ve ya 10 yaşından sonra girmiş kişilerin sınır dışı edilmeleri ancak toplum düzenini bozma durumunda mümkün olacaktır; yani önemli nedenle mahkûmiyet halinde, örneğin, uyuşturucu madde trafiği, beyaz kadın ticareti ve fuhuş, saldırı ve yaralama, ırza geçme, hırsızlık.. Sınır dışı edilmiş olanlar, durumlarının gözden geçirilmesini talep edebilirler; ancak otomatik bir iptal durumu yoktur ve her durum ayrı ayrı ele alınarak incelenecektir.

Oturum izinleri en az bir belgenin verilmesi ile hepsi uzatılacaktır.

"Kâğıtsız" işçilerin durumları, gerek kaçak olarak gelmiş, gerekse turist olarak, şu koşullar altında düzeltilecek ve yasallaştırılacaktır:

- Fransa'ya 1 Ocak 1981 den önce gelmiş iseler,
- Sabit bir iş sahibi olduklarını ortaya koyabilirlerse..

DIKKAT ! Fransa'ya 1 Ocak 1981 tarihinden sonra girmiş olanları durumları düzeltilmeyecektir.

"Kâğıtsız" işçiler Vilâyete(veya Vienne Kaymakamlığına veya bir A.D.A.T.E. bürosuna)31 Aralık tarihinden önce başvurmalıdırlar. Burada kendilerine bir belge verilecektir (dikkat geçici oturma izni dosya açılması için yetersiz olup çalışma hakkı vermemektedir; "kâğıtsız" işçiler bir belge istemelidirler); kendilerine dosyalarının nasıl tamamlanacağı açıklanacaktır.

Durumlarının yasallaştırılabilmesi için "kâğıtsız" işçilerin devamlı ve sağlam bir iş sahibi olduklarını ispatlamaları gerekir.

Patronunuz var ise KENDISINI HIC BIR SEKILDE TERKETMEYIN! Bir Sendika'ya, bir derneğe veya A.D.A.T.E.'in bir bürosuna giderek tavsiye isteyin.

Eğer Çalışma Kartı (veya Cezayir'liler için oturma Sertifikası) size verilmez ise, bir Komisyon durumunuzu inceleyecektir; bu komisyon sizi çağırıp dinleyebilir; bu durumda bir tercüman, bir sendikacı veya bir derneğin temsilcisi ile gidebilirsiniz.

DIKKAT! "kâğıtsız" işçiler mutlak surette durumlarını yasallaştırmalıdırlar, yoksa 1 Ocak 1982 tarihinden sonra çok zor durumlara düşebilirler.

Yabancıların evlenmeleri Cezayirliler, İtalyanlar ve Ortak Pazar üyesi yabancılar için izine tabi değildir.; diğerleri için izin bundan böyle otomatik olacaktır.

3 - HÜKÜMET NE YAPACAGINI SÖYLEYİ :

- Sosyal lojmanlar ve okullar için öncelikli bir gayret gösterilecektir. Hükümet sorunu sosyal lojman olarak ele alacak ve yabancılar için lojman sorunu olarak bir ayrılım yapmayacaktır.

- Göçmenler işsiz iseler ülkelerine geri gönderilmeyeceklerdir. İşsiz istediği takdirde Fransa'da kalma hakkına sahiptir.

- Geri dönme primi veya bir milyon gözden geçirilecek ve gerçek bir mesleki yetiştirme ile değiştirilecektir. Hükümet, asıl ülkeleri ile yetiştirme-yeniden intibak çalışmalarını konularında anlaşmalar yapmayı arzulamaktadır. Ancak, Cezayir'lilerin geri dönüşlerine yardım durumu devam etmektedir, zira iki ülke arasındaki bir anlaşmadan kaynaklanmaktadır.

- Evlenme izinleri daha basitleştirilmiştir.

- Oturma Fuayelerinin durumu yeniden gözden geçirilecektir. Oturma statüsü değiştirilacaktır. Lojmana geçiş yardımı reformu (A.T.L.) incelenmektedir.

- Fransız taabiyetine geçiş girişimleri yumuşatılacaktır.

- Yabancılar İç İşleri Bakanlığında bir izin talep etmeksizin bir dernek kurabileceklerdir. 1901 tarihli yasayı değiştiren 1939 tarihli Bakanlar Kurulu Kararı kaldırılmıştır.

- Fransız Hükümeti göçmenlere belediye seçimlerinde oy kullanma hakkını vermeyi düşünmektedir; ancak bunun için oy hakkını sadece Fransızlara veren

Les autres

POUR SOUTENIR LA REVUE "LES AUTRES"

- . ABONNEZ-VOUS !
- . FAITES ABONNER VOS AMIS !
- . DIFFUSEZ-LA !
- . ENVOYEZ-VOS REACTIONS !

: BULLETIN D'ABONNEMENT :
: ----- :
:

: à adresser à S. A. I. D., 5, place Sainte-Claire - 38000 GRENOBLE :
:

: NOM :

PRENOM :

: ADRESSE :

: souscrit un abonnement d'un an : à partir du n°..... :
:

: () ordinaire : 30,00 F

() soutien : 40,00 F

: Ci-joint :

: () un chèque bancaire

() un chèque postal